

§ 8 - Wanneer een persoon op wie de vermeende schending betrekking heeft, een melding doet, een klacht indient of een gerechtelijke procedure instelt of wanneer een persoon bedoeld in § 7, eerste lid, de in dat lid bedoelde handelingen stelt, kan die persoon de in paragraaf 3 bedoelde organisatie, dienst of instelling waarbij de handeling gesteld wordt, verzoeken om een schriftelijk en gedagtekend bewijs van de handeling.

§ 9 - De bepalingen van dit artikel zijn ook van toepassing op andere personen dan werkgevers die in het kader van arbeidsverhoudingen personen tewerkstellen of taken toewijzen aan personen."

Art. 118 - Artikel 15, § 2, van het decreet van 21 februari 2022 tot vaststelling van verschillende instrumenten voor informatie- en klachtenbeheer in de Duitstalige Gemeenschap wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

"Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan de geldende voorschriften inzake de bestrijding van discriminatie op grond van beschermde criteria in de zin van het decreet van 19 maart 2012 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie."

Afdeling 2. — Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 119 - In artikel 8bis van het decreet van 20 december 1999 tot wijziging van het decreet van 21 januari 1991 houdende afschaffing en reorganisatie van begrotingsfondsen en tot oprichting van een "Sport-, Freizeit- und Touristikzentrum Worriken" (Sport-, Vrijtijds- en Toerismecentrum van Worriken), dienst met autonoom beheer, ingevoegd bij het decreet van 3 februari 2003 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2009, worden de woorden "het "Sport-, Freizeit- und Touristikzentrums Worriken", van het centrum Zentrums "Heidbergkloster, Haus Ternell und Wesertalsperre" en van het "Kultur-, Burg- und Begegnungszentrums Burg-Reuland." vervangen door de woorden "het centrum "Sport- und Ferienpark Worriken", het centrum "Heidbergkloster, Haus Ternell und Wesertalsperre" en het centrum "ViDo Atelier und Herberge"."

HOOFDSTUK 7. — SLOTBEPALINGEN

Art. 120 - Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van:

1° artikel 21, dat uitwerking heeft met ingang van 3 december 2022;

2° artikel 4, 1°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2023;

3° artikel 66, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2023;

4° artikel 37, dat in werking treedt op de dag waarop dit decreet wordt aangenomen;

5° de artikelen 72 en 73, die in werking treden op de dag van hun bekendmaking.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 14 december 2023.

O. PAASCH,

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS,

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS,

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG,

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Parlementaire stukken: 299 (2023-2024) Nr. 1 Voorstel van decreet

299 (2023-2024) Nr. 2 Voorstellen tot wijziging

299 (2023-2024) Nr. 3 Voorstellen tot wijziging

299 (2023-2024) Nr. 4 Verslag

299 (2023-2024) Nr. 5 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 14. december 2023 - Nr. 68 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/003550]

10 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, § 3, alinéa 2, D.31, D.40, D.61, D.195, D.196, D.241 à D.243, D.245 à D.248, D.249, alinéas 1^{er} et 2, D.250, D.251 et D.263, § 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels ;

Vu le rapport du 4 octobre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 16 novembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 21 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.181/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité*

Article 1^{er}. À l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 5° :

a) les mots « d'essences indigènes » sont insérés entre les mots « les arbres » et le mot « présentant » ;

b) est inséré un e) rédigé comme suit :

« e) la circonférence de leur tronc, mesurée à un mètre et demi de hauteur, est d'au moins quarante centimètres. » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 7°, le mot « situés » est remplacé par les mots « dont la couronne est située » ;

3° dans l'alinéa 1^{er}, 17°, le mot « pluriannuels » est abrogé ;

4° dans l'alinéa 1^{er}, 24°, b), les mots « en ce qui concerne les haies et de minimum cinq mètres en ce qui concerne les arbres alignés, » sont insérés entre les mots « de minimum dix mètres » et les mots « en ce compris » ;

5° dans l'alinéa 1^{er}, 26°, le mot « le » est inséré entre le mot « entre » et les mots « 1^{er} novembre » ;

6° dans l'alinéa 1^{er}, 43°, les mots «, des sites candidats au réseau Natura 2000 » sont insérés entre les mots « sites Natura 2000 » et les mots « et des sites de grand intérêt biologique » ;

7° l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 26°, la superficie d'une mare peut être inférieure à vingt-cinq mètres carrés en cas de forte sécheresse. ».

Art. 2. A l'article 16, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° les surfaces boisées ;

7° les surfaces d'eau stagnante. » ;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, l'on entend par « surfaces boisées », les étendues composées d'arbres ou d'arbustes implantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer des couverts arbustifs denses. ».

Art. 3. L'article 17 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux surfaces suivantes :

1° les prairies permanentes consistant en des surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques locales établies où la couverture herbacée ne prédomine pas traditionnellement, au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35° ;

2° les cultures permanentes ;

3° les peupleraies. ».

Art. 4. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « certificat post-scolaire de type B » sont remplacés par les mots « certificat post-scolaire obtenu à l'issue des cours de gestion et d'économie agricole » ;

2° dans l'alinéa 2, le mot « 2°, » est inséré entre les mots « l'alinéa 1^{er}, » et les mots « le Ministre détermine » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le Ministre détermine la date limite à laquelle l'agriculteur demandeur d'aides répond à la définition d'agriculteur actif ».

Art. 5. Dans l'article 27 du même arrêté, le paragraphe 2 est complété par un 3°, rédigé comme suit :

« 3° les types de documents acceptés pour déterminer les parts, la répartition des droits d'usage et les apports dans l'activité du partenaire. ».

Art. 6. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. § 1^{er}. Lorsqu'un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune prévoit le calcul d'une charge en bétail moyenne, celle-ci est déterminée conformément au présent article.

§ 2. La charge en bétail moyenne est évaluée au niveau de l'exploitation par année civile donnée, sur la base du nombre d'animaux par rapport à la superficie totale de surfaces fourragères de l'exploitation.

La charge en bétail moyenne est déterminée en appliquant les coefficients prévus à l'article 29 aux animaux correspondants.

§ 3. La charge en bétail moyenne est déterminée sur base des indications suivantes :

1° en ce qui concerne les bovins, la moyenne des données journalières provenant de Sanitel ;

2° en ce qui concerne les équidés, le nombre d'animaux déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique pour l'année considérée ;

3° en ce qui concerne les caprins, les ovins, les cervidés et les camélidés, l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins, des caprins, des cervidés et des camélidés.

Seuls les animaux répondant aux caractéristiques cumulatives suivantes sont pris en compte pour le calcul de la charge en bétail :

1° ils font partie du troupeau attaché à l'exploitation de l'agriculteur ayant introduit la demande d'aide et, en ce qui concerne les chevaux, ils sont déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique pour l'année considérée ;

2° ils sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur en Belgique et concernées par la demande d'aide.

§ 4. Pour l'application du présent article, l'on entend par « surfaces fourragères », les surfaces déterminées conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique.

Seules les parcelles de surfaces fourragères situées sur le territoire de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas sont prises en compte pour le calcul de la charge en bétail.

§ 5. Pour l'application du présent article et sans préjudice de dispositions spécifiques à une intervention relevant de la politique agricole commune, dans le cas d'un contrat de pâturage au sens de l'article R. 211 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la superficie des parcelles de surfaces fourragères de l'agriculteur preneur sur lesquelles pâturent des animaux du troupeau attaché à l'exploitation de l'agriculteur cédant est intégrée à la superficie totale de surfaces fourragères de l'agriculteur cédant et déduite de la superficie totale de surfaces fourragères de l'agriculteur preneur.

La superficie de surfaces fourragères intégrée à la superficie totale de surfaces fourragères de l'agriculteur cédant et déduite de la superficie totale de surfaces fourragères de l'agriculteur preneur en vertu de l'alinéa 1^{er} est réduite au prorata de la durée du pâturage au cours de l'année civile concernée telle que mentionnée dans le contrat de pâturage pour l'année civile concernée conformément à l'article R. 211, § 3, alinéa 2, 2°, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Pour l'application du présent paragraphe, l'on entend par :

1° l'agriculteur cédant : l'agriculteur dont les animaux pâturent une ou plusieurs parcelles de surfaces fourragères de l'agriculteur preneur ;

2° l'agriculteur preneur : l'agriculteur dont une ou plusieurs parcelles de surfaces fourragères sont pâturées par les animaux de l'agriculteur cédant. ».

Art. 7. A l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou sur les densités usuelles de leur semis en culture pure » ;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « et de densités usuelles de leur semis en culture pure ».

Art. 8. L'article 35 du même arrêté est complété par les mots « , à l'exception de ceux réalisés dans le cadre de la conditionnalité. ».

Art. 9. Dans la partie 3, titre 2, chapitre 1^{er}, section 3, du même arrêté, l'intitulé de la sous-section 1^{re}, est remplacé par ce qui suit :

« Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion (BCAE 5) ».

Art. 10. Les articles 55, 56 et 57 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 54. § 1. Pour l'application de la présente sous-section, une parcelle est considérée comme étant à risque d'érosion lorsqu'elle comprend une zone de plus de 50 % de sa superficie ou une zone d'un seul tenant de plus de cinquante ares présentant une pente supérieure ou égale à 10 %.

L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle présentant un risque d'érosion. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 2. Le Ministre détermine la liste des plantes sarclées ou assimilées admissibles aux fins de l'application de la présente sous-section.

Art. 55. § 1^{er}. La culture de plantes sarclées ou assimilées est interdite sur les parcelles à risque d'érosion, sauf dans les hypothèses visées aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. La culture de plantes sarclées ou assimilées est autorisée sur une parcelle à risque d'érosion si l'agriculteur procède à l'installation d'une bande anti-érosion répondant aux exigences définies par le Ministre.

§ 3. La culture de plantes sarclées ou assimilées est autorisée sur une parcelle à risque d'érosion si la parcelle est, dans le prolongement de sa partie en pente, contiguë à l'une des surfaces suivantes :

1° une surface herbacée ou une zone boisée d'une largeur d'au moins neuf mètres ;

2° une bande anti-érosion répondant aux exigences visées à l'alinéa 2.

Dans l'hypothèse prévue à l'alinéa 1^{er}, 2°, la bande anti-érosion est implantée au plus tard le 30 novembre de l'année précédente.

Art. 56. A compter du 1^{er} janvier 2025, l'agriculteur procède aux opérations suivantes sur les parcelles comprenant une zone de plus de 50 % de leur superficie ou une zone d'un seul tenant de plus de cinquante ares présentant une pente supérieure ou égale à 15 % :

1° le cloisonnement des interbuttes en cas de culture de pommes de terre ;

2° le labour perpendiculaire à la pente sur les parcelles présentant une largeur supérieure à cent quarante mètres. ».

Art. 11. Les articles 57 à 60 du même arrêté sont abrogés.

Art. 12. A l'article 61 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« En cas de contraintes météorologiques perturbant les semis et décrites dans un rapport scientifique, le Ministre peut autoriser la présence d'un sol nul pendant une durée de quatre semaines maximum. » ;

2° dans l'alinéa 5, les mots « Les exigences prévues » sont remplacés par les mots « L'exigence prévue » et les mots « s'appliquent » sont remplacés par les mots « s'applique » ;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux terres arables consacrées au maraîchage diversifié sur petites surfaces au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique, pour autant que l'agriculteur assure pendant la période visée à l'alinéa 1^{er} une couverture du sol sur au moins 50 % de leur superficie. ».

Art. 13. Dans le même arrêté, à l'article 62, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « L'agriculteur assure une couverture végétale du sol sur les parcelles de terres arables présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion du 15 septembre au 31 décembre. » est remplacée par la phrase « Du 15 septembre au 31 décembre, l'agriculteur assure une couverture végétale du sol sur les parties de parcelles de terres arables présentant une pente supérieure ou égale à 10 % » ;

2° les alinéas 4 et 5 sont abrogés ;

3° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. L'exigence prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne s'applique pas aux surfaces suivantes :

1° les parcelles ensemencées à l'automne d'une culture hivernale à des fins de récolte ou de pâturage au cours de la campagne suivante ;

2° les parcelles mises en jachère ou couvertes de cultures pluriannuelles, d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées à condition que la couverture soit maintenue pendant la période visée à l'alinéa 1^{er} ;

3° les parcelles de plantes sarclées sur lesquelles l'agriculteur implante une bande anti-érosion répondant aux exigences visées à l'article 55, § 2 ;

4° les parcelles de plantes sarclées ou assimilées contiguës en bas de pente à une bande anti-érosion répondant aux exigences visées à l'article 55, § 2 ;

5° les parcelles de plantes sarclées ou assimilées contiguës en bas de pente à une surface herbacée ou une zone boisée d'une largeur d'au moins neuf mètres.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, la bande anti-érosion est implantée au plus tard le 30 novembre de l'année précédente.

Le Ministre détermine la liste des plantes sarclées ou assimilées admissibles aux fins de l'application du présent paragraphe. ».

Art. 14. L'article 68 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 68. § 1^{er}. Les zones et éléments non productifs admissibles aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, sont les suivants :

1° les arbustes et les buissons isolés ;

2° les bordures de champs ;

3° les jachères ;

4° les jachères mellifères ;

5° les particularités topographiques ;

6° les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées » et n° 7 « parcelles aménagées », conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3° et 4° respectivement, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

7° les parcelles de céréales laissées sur pied.

Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, les terres arables mises en jachère, en jachère mellifère ou en bordure de champ depuis plus de cinq années pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, restent des terres arables.

L'agriculteur ayant souscrit un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, ne peut déclarer les surfaces visées à l'alinéa 1^{er}, 7°, aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}.

§ 2. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les zones et éléments non productifs répondent aux caractéristiques prévues par le présent article.

§ 3. Les zones et les éléments non productifs sont situés sur les terres arables de l'exploitation.

§ 4. En ce qui concerne les jachères mellifères, le Ministre fixe :

1° leur période d'ensemencement ;

2° la liste des espèces riches en pollen et en nectar devant être utilisées pour leur implantation.

Le Ministre peut définir les exigences supplémentaires en ce qui concerne les modalités d'implantation des jachères mellifères.

Les parcelles de terres arables ayant été converties en jachères ou jachères mellifères à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant leur déclaration via la demande unique ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}. L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle concernée. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 5. Les talus présentent une longueur d'au moins dix mètres.

§ 6. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 7°, 11° et 24°, les arbres isolés, les arbres proches, les arbustes et buissons isolés, les bosquets, les haies et les arbres alignés peuvent être pris en compte dès la première année de leur implantation.

§ 7. Les mares répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° elles présentent une superficie comprise entre un et trente ares ;

2° elles sont distantes d'au moins six mètres les unes des autres.

Une bande végétalisée bordant la mare peut être prise en compte pour le calcul de la superficie de la mare. Sans préjudice des exigences prévues à l'article 68/1, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, la bande végétalisée répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° la bande peut être arborée ;

2° la coupe et le pâturage de la végétation de la bande sont interdits ;

3° le labour de la bande est interdit ;

4° la bande est prise en compte dans la limite prévue à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, un accès à la mare pour l'abreuvement du bétail peut être aménagé, à condition que la partie accessible à cet effet ne dépasse pas 25 % du périmètre de la mare.

Lorsque plus de dix mares sont présentes sur une exploitation, l'organisme payeur sollicite un avis auprès d'un expert désigné conformément à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques. L'expert identifie les mares pouvant être prises en compte sur base de leur intérêt environnemental.

§ 8. Les bordures de champs répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° elles présentent une largeur minimale de six mètres ;

2° elles sont maintenues au moins jusqu'à la date de destruction du couvert de la terre arable adjacente ;

3° elles ne sont pas implantées sur des surfaces agricoles désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

Les bordures de champs sont prises en considération à hauteur de vingt mètres de largeur au maximum.

§ 9. Les parcelles de céréales laissées sur pied répondent aux caractéristiques déterminées par le Ministre. ».

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un 68/1 rédigé comme suit :

« Art. 68/1. § 1^{er}. L'agriculteur respecte les exigences prévues par le présent article à l'égard des zones et éléments non productifs pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}.

§ 2. Les jachères et les jachères mellifères sont maintenues aux périodes déterminées par le Ministre.

§ 3. En ce qui concerne les mares, sont interdits :

1° la coupe et le pâturage de la végétation ainsi que la mise en culture sont interdits à une distance de moins d'un mètre d'une mare ;

2° tout dépôt de matériaux ou de déchets dans la mare.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, un accès à la mare pour l'abreuvement du bétail peut être aménagé, à condition que la partie accessible à cet effet ne dépasse pas 25 % du périmètre de la mare.

§ 4. Les jachères, les jachères mellifères, les talus, les fossés et les bordures de champs ne sont pas utilisés à des fins de production agricole.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le broyage et la coupe de la végétation herbacée ainsi que le pâturage sont autorisés sur les jachères, les jachères mellifères et les bordures de champs du 15 juillet au 30 novembre inclus.

§ 5. En ce qui concerne les parcelles de céréales laissées sur pied, l'agriculteur s'engage sur l'entièreté de la parcelle à ne pas récolter la culture présente et à la laisser sur pied jusqu'au dernier jour du mois de février.

§ 6. L'utilisation de fertilisants ou d'amendements est interdite sur les bordures de champs, les jachères, les jachères mellifères, les talus et les fossés.

§ 7. L'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les bordures de champs, les jachères, les jachères mellifères, les talus et les fossés.

En ce qui concerne les parcelles de céréales laissées sur pied, l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite durant la période déterminée par le Ministre.

Art. 16. Dans l'article 70 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, alinéa 2, les surfaces portant des cultures fixatrices d'azote sont mises en place par l'ensemencement de plantes fixant l'azote ou d'un mélange de plantes fixant l'azote et d'autres cultures. Dans le cas d'un mélange de plantes fixant l'azote et d'autres cultures, le poids total des semences de plantes fixant l'azote et des semences d'autres cultures correspond respectivement à plus de 50 % et à moins de 50 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. ».

Art. 17. À l'article 71 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « les bordures de champs, les jachères, les jachères mellifères, les talus, les fossés, » sont abrogés ;
- 2° il est complété par les mots « , alinéa 2. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs*

Art. 18. Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs la phrase « Le Ministre peut décider d'effectuer un prélèvement sur les transferts de droits au paiement de base au revenu sans terre et de le reverser à la réserve régionale. » est remplacée par la phrase « Lorsque les droits au paiement de base au revenu sont transférés sans terre, le Ministre peut décider qu'une partie des droits transférés est reversée à la réserve régionale. »

Art. 19. Dans l'article 12, alinéa 3, du même arrêté, le mot « unique » est remplacé par les mots « d'accès à la réserve ».

Art. 20. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. Pour l'application de l'article 26, § 4, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le demandeur répond aux conditions prévues à l'article 24, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, pour la définition de jeune agriculteur et aux conditions prévues à l'article 25, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, pour la définition du nouvel agriculteur, pour le 31 mai de l'année de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, toute expérience validée par le Comité d'installation en application des articles 24, alinéa 2, 4°, et 25, alinéa 3, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 vaut pour l'année au cours de laquelle il rend son avis.

La condition d'âge visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 est vérifiée lors de la demande d'accès à la réserve dans la demande unique. ».

Art. 21. L'article 13 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Un agriculteur ayant bénéficié d'un accès à la réserve sous la précédente programmation en application de l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ne peut pas bénéficier d'un accès à la réserve régionale sous la présente programmation.

L'alinéa 2 ne s'applique pas aux jeunes agriculteurs installés récemment pour la première fois à la tête d'une exploitation au sens de l'article 12, alinéa 3. ».

Art. 22. A l'article 26 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « l'année de la soumission de la demande unique » sont remplacés par les mots « la première année d'admissibilité à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs » ;

2° il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le demandeur répond aux conditions prévues à l'article 24, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, pour la définition de jeune agriculteur pour le 31 mai de l'année de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 3, toute expérience validée par le Comité d'installation en application des articles 24, alinéa 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 vaut pour l'année au cours de laquelle il rend son avis. » ;

3° dans l'alinéa 3 actuel qui formera l'alinéa 5, les mots « année de soumission de la demande unique. » sont remplacés par les mots « année d'admissibilité à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs. ».

CHAPITRE 3. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes*

Art. 23. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, les mots « prenant court » sont remplacés par les mots « prenant cours ».

Art. 24. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'aide à l'éco-régime « cultures favorables à l'environnement » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles suivantes :

1° les surfaces faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées », n° 7 « parcelles aménagées » ou n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », conformément à l'arrêté du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

2° les surfaces désignées comme zones non productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° les surfaces faisant l'objet d'un engagement pour l'éco-régime « maillage écologique ». » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, ne s'applique pas à l'égard des arbustes, des buissons isolés et des particularités topographiques au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7° et 32°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 25. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'aide à l'éco-régime « réduction d'intrants » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles suivantes :

1° les surfaces faisant l'objet d'un engagement pour les mesures agro-environnementales et climatiques n° 5 « tournières enherbées » ou n° 7 « parcelles aménagées » ou n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », conformément à l'arrêté du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

2° les surfaces désignées comme zones non productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° les surfaces faisant l'objet d'un engagement pour l'éco-régime « maillage écologique » ;

4° les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement à mettre en œuvre les pratiques et méthodes de l'agriculture biologique, conformément à l'arrêté du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique. » ;

2° il est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, ne s'applique pas à l'égard des arbustes, des buissons isolés et des particularités topographiques au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7° et 32°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 26. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. L'aide à l'éco-régime « maillage écologique » n'est pas octroyée pour les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », conformément à l'arrêté du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique*

Art. 27. Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique, les mots « prenant court » sont remplacés par les mots « prenant cours ».

Art. 28. L'article 18, § 1^{er}, du même arrêté est complété par trois alinéas, rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les exploitations comptabilisant uniquement des ovins ou des caprins dans leur charge en bétail moyenne, la charge en bétail minimale pour l'application du présent article est de 0,4 UGB par hectare de surface fourragère.

L'alinéa 3 ne s'applique pas à l'égard de l'agriculteur preneur engagé dans un contrat de pâturage au sens de l'article R. 211 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau au cours de l'année civile de la demande d'aide.

Pour l'application du présent paragraphe, l'on entend par « agriculteur preneur », l'agriculteur dont une ou plusieurs parcelles de surfaces fourragères sont pâturées par les animaux d'un autre agriculteur. ».

CHAPITRE 5. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques*

Art. 29. Dans l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques les mots « à l'alinéa 1^{er}, 5°, » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er}, 8°, ».

Art. 30. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « prenant court » sont remplacés par les mots « prenant cours ».

Art. 31. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « moins de » sont insérés entre les mots « peut varier de » et les mots « 20 % par rapport » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre d'un engagement à mettre en œuvre la mesure n° 5 « tournières enherbées », la superficie déclarée chaque année peut varier de 40 % par rapport à celle désignée dans la demande d'aide comme faisant l'objet de l'engagement, à condition que les parcelles désengagées soient déclarées comme zones non-productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du 23 février 2023. ».

Art. 32. Dans l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, le mot « peut » est remplacé par le mot « doit ».

Art. 33. Dans l'article 11, § 1^{er}, du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'égard des surfaces agricoles engagées pour les méthodes n° 5 « tournières enherbées » ou n° 7 « parcelles aménagées » ou n° 8 « bandes aménagées » prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques le 31 décembre de l'année précédant la demande d'aide introduite en vertu du présent arrêté. ».

Art. 34. Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « la notification du transfert de l'exploitation ou des parcelles » sont remplacés par les mots « sa notification » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied », n° 10 « plan d'action agro-environnemental » ou » sont insérés entre les mots « la mesure » et les mots « n° 14 ».

Art. 35. Dans l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » et de » sont insérés entre les mots « A l'exception de » et les mots « la mesure n° 14 » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 36. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « , n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » sont insérés entre les mots « plan d'action environnemental » » et les mots « et n° 14 ».

Art. 37. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « , n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » sont insérés entre les mots « plan d'action environnemental » » et les mots « et n° 14 ».

Art. 38. Dans le même arrêté, il est inséré un article 29/1 rédigé comme suit :

« Art. 29/1. A compter du 1^{er} janvier 2024, les nouveaux engagements à mettre en œuvre la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » sont refusés.

Les engagements souscrits avant la date visée à l'alinéa 1^{er} sont exécutés aux conditions prévues par le présent arrêtés et ses arrêtés d'exécution. ».

CHAPITRE 6. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole*

Art. 39. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole est remplacé par ce qui suit :

« L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et dans la première transformation et commercialisation dans le secteur sylvicole ».

Art. 40. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, les mots « d'agrément en vigueur en Région wallonne » sont remplacés par les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 définissant les conditions d'octroi, de maintien et de suppression de l'agrément accordé aux centres de comptabilité de gestion agricole » ;

b) au 11°, les mots « soit à comme indépendant » sont remplacés par les mots « soit comme indépendant » ;

c) au 15°, le mot « visé » est remplacé par le mot « visée ».

Art. 41. Dans l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les mots « par type » sont insérés entre les mots « deux demandes » et les mots « d'aide à l'investissement ».

Art. 42. Dans l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « admissible » est inséré entre le mot « justificatif » et le mot « ainsi ».

Art. 43. À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 9° est abrogé ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « L'alinéa 1^{er}, 4°, 5° et 9° » sont remplacés par les mots « L'alinéa 1^{er}, 4° et 5° » ;

3° il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Le bénéficiaire de l'aide s'engage à respecter qu'un même membre ne puisse pas demander et bénéficier d'une aide à l'investissement sous le couvert de plusieurs agriculteurs ou de plusieurs entreprises dont les entreprises de transformation et de commercialisation dans le secteur agroalimentaire ou sylvicole.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la demande est faite par une CUMA ou une SCTC. ».

Art. 44. L'article 13 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre détermine les types de documents acceptés pour déterminer les parts, au sens des alinéas 3, 4 et 5, dans l'activité du partenaire. ».

Art. 45. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « L'alinéa 1^{er}, 3° » sont remplacés par les mots « L'alinéa 1^{er}, 4° » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre détermine les types de documents acceptés pour déterminer les parts, au sens des alinéas 3 et 4, dans l'activité du partenaire. ».

Art. 46. À l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Le bénéficiaire fournit les documents nécessaires, tels que déterminés par le Ministre, pour que l'investissement soit considéré comme admissible » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 47. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 6 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 6. Aides aux investissements dans la transformation ou la commercialisation de produits agricoles en produits agricoles et en produits non agricoles ainsi que dans la diversification non agricole ».

Art. 48. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les mots « dans les secteurs de la première transformation ou de la commercialisation des produits agricoles et dans la diversification non agricole » sont remplacés par les mots « dans la transformation ou la commercialisation de produits agricoles en produits agricoles et en produits non agricoles ainsi que dans la diversification non agricole » ;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre détermine les types de documents acceptés pour déterminer les parts, au sens des alinéas 2, 3 et 4, dans l'activité du partenaire. » ;

3° dans le § 2, le mot « première » est chaque fois abrogé.

Art. 49. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 7 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 7. Aide à l'installation des jeunes agriculteurs ».

Art. 50. Dans l'article 26, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et des jeunes entreprises rurales, » sont abrogés.

Art. 51. Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de la demande de paiement » sont remplacés par les mots « d'une demande de paiement telle que prévue à l'article 10 ».

Art. 52. Dans l'article 36, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « pour une période minimale de cinq ans à partir de la date du premier paiement de l'aide. » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable pour les bénéficiaires des aides obtenues dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie ainsi que des couveuses d'entreprise qui sont reconnues conformément au décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi. ».

CHAPITRE 7. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels*

Art. 53. À l'article 33, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels, le mot « arrêt » est remplacé par le mot « arrêté ».

CHAPITRE 8. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis*

Art. 54. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et procédant à leur récolte après le 15 juin ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 55. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 56. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/003550]

10. JANUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse im Bereich Agrarbeihilfen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1305/2013 und (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 in Bezug auf die Finanzierung, die Verwaltung und die Kontrolle der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17 Absatz 3, Unterabsatz 2, D.31, D.40, D.61, D.195, D.196, D.241 bis D.243, D.245 bis D.248, D.249 Unterabsätze 1 und 2, D.250, D.251 und D.263 Absatz 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Basiseinkommensbeihilfe für eine nachhaltige Entwicklung, die ergänzende Umverteilungsbeihilfe für eine nachhaltige Entwicklung und die ergänzende Einkommensbeihilfe für Junglandwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsektor sowie über die operationellen Programme;

Aufgrund des Berichts vom 4. Oktober 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 16. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Oktober 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 16. November 2023 erfolgten Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 21. Dezember 2023 unter der Nummer 75.181/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Sektion Gesetzgebung vom 22. Dezember 2023, gemäß Artikel 84, Absatz 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität*

Artikel 1 - In Artikel 2, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, Ziffer 5:

a) werden zwischen dem Wort „Bäume“ und dem Wortlaut „die folgende Merkmale aufweisen“ der Wortlaut „einheimischer Arten“ eingefügt;

b) wird ein Buchstabe e) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„e) der Umfang ihres Stammes, in anderthalb Meter Höhe gemessen, beträgt mindestens vierzig cm“;

2° in Absatz 1, Ziffer 7 wird das Wort „Abstand“ durch das Wort „Kronenabstand“ ersetzt;

3° in Absatz 1, Ziffer 17 wird das Wort „mehrjähriger“ durch das Wort „von“ ersetzt;

4° in Absatz 1, Ziffer 24, Buchstabe b werden zwischen den Worten „mindestens zehn Metern“ und den Worten „einschließlich der Freiräume“ die Worte „für Hecken und mindestens fünf Metern für in einer Reihe stehende Bäume“ eingefügt;

6° in Absatz 1, Ziffer 43 wird zwischen dem Wortlaut „der Natura-2000-Gebiete“ und dem Wortlaut „und der biologisch wertvollen Gebiete“ der Wortlaut „Kandidatengebiete für das Natura 2000-Netz“ eingefügt;

7° Absatz 4 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„In Abweichung von Absatz 1, Ziffer 26 kann die Fläche eines Teiches bei starker Trockenheit weniger als fünfundzwanzig Quadratmeter betragen.“

Art. 2 - In Artikel 16, Absatz 2 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Ziffer 6 und 7 ergänzt, die wie folgt lauten:

„6° Waldflächen;

7° stehende Gewässer.“;

3. der Absatz wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für die Anwendung von Absatz 1 sind „Waldflächen“ Flächen, die aus Bäumen oder Sträuchern bestehen, die in geringem Abstand zueinander stehen, sodass sie eine dichte Strauchdecke bilden.“

Art. 3 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Absatz 1 gilt nicht für folgende Flächen:

1° Dauergrünland, das aus Flächen besteht, die für die Beweidung geeignet sind und unter etablierte örtliche Praktiken fallen, bei denen die begraste Bodenbedeckung traditionell nicht vorherrscht, im Sinne von Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 35;

2° Dauerkulturen;

3° Pappelpflanzungen.“

Art. 4 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, Ziffer 2, wird der Wortlaut „über ein nachschulisches Zertifikat des Typs B“ durch den Wortlaut „ein nach Abschluss der Kurse in Agrarmanagement und -wirtschaft erhaltenes nachschulisches Zertifikat“ ersetzt;

2° in Absatz 2, wird zwischen dem Wortlaut „von Absatz 1“ und dem Wortlaut „legt der Minister“ der Wortlaut „Ziffer 2“ eingefügt.

3° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Der Minister legt die Frist fest, bis zu welcher der Landwirt, der Beihilfen beantragt, die Definition eines aktiven Landwirts erfüllt.“

Art. 5 - Artikel 27 desselben Erlasses wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„3° die Arten von Dokumenten, die zur Bestimmung der Anteile, der Aufteilung von Nutzungsrechten und der Einbringung in die Tätigkeit des Partners akzeptiert werden.“

Art. 6 - Artikel 28 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 28. Absatz 1. Ist in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik die Berechnung eines durchschnittlichen Viehbesatzes vorgesehen, so wird dieser nach Maßgabe dieses Artikels bestimmt.

Absatz 2. Der durchschnittliche Viehbesatz wird auf Betriebsebene in einem bestimmten Kalenderjahr anhand der Anzahl der Tiere im Verhältnis zur gesamten Futterfläche des Betriebs bewertet.

Der durchschnittliche Viehbesatz wird ermittelt, indem die in Artikel 29 vorgesehenen Koeffizienten auf die entsprechenden Tiere angewendet werden.

Absatz 3. Der durchschnittliche Viehbesatz wird anhand der folgenden Angaben ermittelt:

1° in Bezug auf Rinder der Durchschnitt der täglichen Daten, die von Sanitel stammen;

2° in Bezug auf Equiden die Anzahl der Tiere, die der Landwirt im Sammelantragsformular für das betreffende Jahr angegeben hat;

3° in Bezug auf Ziegen, Schafe, Cervidae und Camelidae, die jährliche Bestandsaufnahme betreffend die Kennzeichnung und Registrierung von Schafen, Ziegen, Cervidae und Camelidae.

Bei der Berechnung des Tierbesatzes werden nur Tiere berücksichtigt, welche die folgenden kumulativen Merkmale erfüllen:

1° sie gehören zur Herde, die an den Betrieb des Landwirts, der den Beihilfeantrag gestellt hat, angeschlossen ist, und im Falle von Pferden werden sie vom Landwirt in seinem Sammelantragsformular für das betreffende Jahr angegeben;

2° sie befinden sich in der oder den Produktionseinheiten, die von diesem Landwirt in Belgien bewirtschaftet werden, und für die der Beihilfeantrag eingereicht wird.

Absatz 4. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gelten als „Futterflächen“ die Flächen, die gemäß Artikel 18, Absatz 1, Unterabsatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bezüglich der Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft bestimmt werden.

Bei der Berechnung des Viehbesatzes werden nur Parzellen mit Futterflächen berücksichtigt, die sich auf dem Hoheitsgebiet von Belgien, Deutschland, Frankreich, Luxemburg und den Niederlanden befinden.

Absatz 5. Für die Anwendung dieses Artikels und unbeschadet der besonderen Bestimmungen für eine Beihilfe im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik wird im Falle eines Weidevertrags im Sinne von Artikel R. 211 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, die Fläche der Parzellen der Futterflächen des übernehmenden Landwirts, auf denen Tiere der zum Betrieb des abgebenden Landwirts gehörenden Herde weiden, in die Gesamtfläche der Futterflächen des übertragenden Landwirts einbezogen und von der Gesamtfläche der Futterflächen des übernehmenden Landwirts abgezogen.

Die in die Gesamtfutterfläche des übertragenden Landwirts einbezogene und von der Gesamtfutterfläche des übernehmenden Landwirts gemäß Absatz 1 abgezogene Futterfläche wird im Verhältnis zur Dauer der Beweidung im betreffenden Kalenderjahr, wie sie im Weidevertrag für das betreffende Kalenderjahr gemäß Artikel R. 211, Absatz 3, Unterabsatz 2, Ziffer 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, angegeben ist, gekürzt.

Zur Anwendung des vorliegenden Absätzen gelten folgende Definitionen:

1° übertragender Landwirt: der Landwirt, dessen Tiere eine oder mehrere Parzellen der Futterflächen des übernehmenden Landwirts beweidet;

2. übernehmender Landwirt: der Landwirt, dessen eine oder mehrere Parzellen Futterflächen von den Tieren des übertragenden Landwirts beweidet werden“.

Art. 7 - Im Artikel 30 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird zwischen dem Wortlaut „Pflanzen in Reinkultur“ und dem Wortlaut „verwendet wird“ durch den Wortlaut „oder auf die übliche Dichte ihrer Aussaat in Reinkultur“ eingefügt;

2° in Absatz 2 wird zwischen dem Wortlaut „Pflanzen in Reinkultur“ und dem Wortlaut „verwendet wird“ durch den Wortlaut „oder auf die übliche Dichte ihrer Aussaat in Reinkultur“ eingefügt.

Art. 8 - In Artikel 35 desselben Erlasses wird zwischen dem Wortlaut „Vor-Ort-Kontrollen“ und dem Wortlaut „werden keine Zahlungen“ der Wortlaut „,mit Ausnahme derjenigen, die im Rahmen der Cross-Compliance-Regelung durchgeführt werden,“ eingefügt.

Art. 9 - In Teil 3, Titel 2, Kapitel 1, Abschnitt 3 desselben Erlasses wird die Überschrift von Unterabschnitt 1 durch Folgendes ersetzt:

„Mindestbewirtschaftung der Fläche entsprechend den spezifischen örtlichen Bedingungen, um die Erosion zu begrenzen (GLÖZ 5).

Art. 10 - Die Artikel 55, 56 und 57 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

„Art. 54. Absatz 1. Für die Anwendung dieses Unterabschnitts gilt eine Parzelle als erosionsgefährdet, wenn sie einen Bereich von mehr als 50 % ihrer Fläche oder einen zusammenhängenden Bereich von mehr als fünfzig Ar mit einer Neigung von 10 % oder mehr umfasst.

Die Zahlstelle vergibt einen informativen Code für jede Parzelle, die ein Erosionsrisiko darstellt. Der informative Code wird den Landwirten mit dem Sammelantragsformular mitgeteilt.

Absatz 2. Der Minister legt die Liste der Hackfrüchte oder ähnlichen Pflanzen fest, die für die Zwecke der Anwendung dieses Unterabschnitts zulässig sind.

Art. 55. - Absatz 1. Der Anbau von Hackfrüchten oder ähnlichen Pflanzen ist auf erosionsgefährdeten Parzellen verboten, außer in den in den Absätzen 2 und 3 genannten Fällen.

Absatz 2. Der Anbau von Hackfrüchten oder ähnlichen Pflanzen ist auf einer erosionsgefährdeten Parzelle erlaubt, wenn der Landwirt einen Erosionsschutzstreifen anlegt, der den vom Minister festgelegten Anforderungen entspricht.

Absatz 3. Der Anbau von Hackfrüchten oder ähnlichen Pflanzen ist auf einer erosionsgefährdeten Parzelle erlaubt, wenn die Parzelle in der Verlängerung ihres Hangteils an eine der folgenden Flächen angrenzt:

1° eine Grasfläche oder ein bewaldetes Gebiet mit einer Breite von mindestens neun Metern;

2° einen Erosionsschutzstreifen, der die in Absatz 2 genannten Anforderungen erfüllt.

In der in Absatz 1, Ziffer 2 vorgesehenen Annahme wird der Erosionsschutzstreifen bis spätestens 30. November des vorangegangenen Jahres angelegt.

Art. 56. - Ab dem 1. Januar 2025 führt der Landwirt auf Parzellen, die eine Fläche von mehr als 50 % ihrer Fläche oder eine zusammenhängende Fläche von mehr als fünfzig Ar mit einer Neigung von 15 % oder mehr umfassen, die folgenden Maßnahmen durch:

- 1° die Abschottung der Dammwischenräume bei Kartoffelanbau;
- 2° das Pflügen senkrecht zum Hang auf Parzellen, die eine Breite von mehr als hundertvierzig Metern aufweisen.“.

Art. 11 - Die Artikel 57 bis 60 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 12 - Im Artikel 61 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

- 1° Absatz 3 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„Bei Witterungsbedingungen, welche die Aussaat stören und die in einem wissenschaftlichen Bericht beschrieben werden, kann der Minister bis zu vier Wochen lang Nullboden zulassen“;

- 2° in Absatz 5, wird der Wortlaut „Die Anforderungen nach Absatz 1 gelten“ durch den Wortlaut „Die Anforderung nach Absatz 1 gilt“ ersetzt.

Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Anforderung nach Absatz 1 gilt nicht für Ackerland, das dem diversifizierten Gemüseanbau auf kleinen Flächen im Sinne von Artikel 1, Absatz 1, Ziffer 5 des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft gewidmet ist, sofern der Landwirt während des in Absatz 1 genannten Zeitraums eine Bodenbedeckung auf mindestens 50 % ihrer Fläche gewährleistet.“

Art. 13 - In demselben Erlass werden in Artikel 62, dessen derzeitiger Wortlaut Absatz 1 bilden wird, die folgenden Änderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 wird der Satz „Der Landwirt stellt auf Ackerlandparzellen mit hoher, sehr hoher oder extrem hoher Erosionsanfälligkeit vom 15. September bis zum 31. Dezember eine Pflanzendecke des Bodens sicher“ durch den Satz „Vom 15. September bis zum 31. Dezember stellt der Landwirt eine Pflanzendecke des Bodens auf den Teilen der Ackerlandparzellen sicher, die eine Neigung von 10 % oder mehr aufweisen“;

- 2° die Absätze 4 und 5 werden aufgehoben;

3. Der Artikel wird durch einen Absätzen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Absatz 2. Die Anforderung nach Absatz 1 Absatz 1 gilt nicht für die folgenden Flächen:

- 1° Parzellen, die im Herbst mit einer Winterkultur eingesät werden, um im folgenden Wirtschaftsjahr geerntet oder beweidet zu werden;

- 2° brach liegende Ackerflächen oder Flächen mit mehrjährigen Kulturen, Gras oder anderen Grünfütterpflanzen, sofern diese während des in Absatz 1 genannten Zeitraums erhalten bleiben;

- 3° die Hackfruchtparzellen, auf denen der Landwirt einen den Anforderungen von Artikel 55, Absatz 2 entsprechenden Erosionsschutzstreifen anlegt;

- 4° Parzellen mit Hackfrüchten oder ähnlichen Pflanzen, die am unteren Ende des Hangs an einen den in Artikel 55, Absatz 2 genannten Anforderungen entsprechenden Erosionsschutzstreifen angrenzen;

- 5° Parzellen mit Hackfrüchten oder ähnlichen Pflanzen, die am unteren Ende des Hangs an eine grasbewachsene oder bewaldete Fläche mit einer Breite von mindestens neun Metern angrenzen.

Für die Anwendung von Absatz 1, Ziffer 4 wird der Erosionsschutzstreifen bis spätestens 30. November des vorangegangenen Jahres angelegt.

Der Minister legt die Liste der Hackfrüchte oder ähnlichen Pflanzen fest, die für die Zwecke der Anwendung dieses Absatzes zulässig sind.“

Art. 14 - Artikel 68 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 68. Absatz 1. Die für die Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 zulässigen nicht-produktiven Flächen und Elemente sind die folgenden:

- 1° einzelne Sträucher und Büsche;

- 2° Feldränder;

- 3° brachliegende Flächen;

- 4° honigtragendes Brachland;

- 5° topographische Besonderheiten;

- 6° landwirtschaftliche Flächen, die Gegenstand der Agrarumwelt- und Klimaverpflichtungen Nr. 5 „begraste Wendeflächen“ und Nr. 7 „bepflanzte Ackerparzellen“ sind, gemäß Artikel 3, Absatz 1, Ziffer 3 bzw. 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

- 7° stehen gelassene Getreideparzellen.

In Abweichung von Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 35 bleibt Ackerland, das für die Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 seit mehr als fünf Jahren stillgelegt ist, als honigtragendes Brachland oder als Feldrand genutzt wird, Ackerland.

Der Landwirt, der eine Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahme Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen“ gemäß Artikel 3, Unterabsatz 1, Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen ist, darf die in Absatz 1, Ziffer 7 genannten Flächen nicht für die Zwecke der Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 erklären.

Absatz 2. Um für die Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 berücksichtigt zu werden, müssen die nicht-produktiven Flächen und Elemente den in diesem Artikel vorgesehenen Merkmalen entsprechen.

Absatz 3. Die nicht-produktiven Flächen und Elemente befinden sich auf dem Ackerland des Betriebs.

Absatz 4. In Bezug auf honigtragendes Brachland legt der Minister Folgendes fest:

- 1° seine Aussaatperiode;

- 2° die Liste der pollen- und nektarreichen Arten, die für seine Anlage verwendet werden sollen.

Der Minister kann zusätzliche Anforderungen an die Art und Weise der Anlage von honigtragendem Brachland festlegen.

Ackerlandparzellen, die in den fünf Jahren vor ihrer Erklärung über den Sammelantrag von Dauergrünland in Brachland oder honigtragendes Brachland umgewandelt wurden, werden für die Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 nicht berücksichtigt. Die Zahlstelle vergibt für jede betroffene Parzelle einen informativen Code. Der informative Code wird den Landwirten mit dem Sammelantragsformular mitgeteilt.

Absatz 5. Die Böschungen weisen eine Länge von mindestens zehn Metern auf.

Absatz 6. In Abweichung von Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffern 4, 5, 7, 11 und 24 können freistehende Bäume, nahe gelegene Bäume, freistehende Sträucher und Büsche, Haine, Hecken und Baumreihen bereits im ersten Jahr ihrer Pflanzung berücksichtigt werden.

Absatz 7. Tümpel erfüllen die folgenden kumulativen Bedingungen:

1° ihre Fläche beträgt zwischen einem und dreißig Ar;

2° sie sind mindestens sechs Meter voneinander entfernt.

Ein den Tümpel begrenzender bepflanzter Streifen kann bei der Berechnung der Fläche des Tümpels berücksichtigt werden. Unbeschadet der in Artikel 68/1, Absatz 3, Unterabsatz 1, Ziffer 1 vorgesehenen Anforderungen erfüllt der bepflanzte Streifen die folgenden kumulativen Bedingungen:

1° der Streifen kann mit Bäumen bepflanzt werden;

2° das Abholzen bzw. Mähen und Beweiden der Vegetation des Streifens ist verboten;

3° das Pflügen des Streifens ist verboten;

4° der Streifen wird innerhalb der in Absatz 1, Ziffer 1 vorgesehenen Grenze berücksichtigt.

In Abweichung von Absatz 2, Ziffer 2 kann ein Zugang zum Tümpel zum Tränken des Viehs eingerichtet werden, sofern der zu diesem Zweck zugängliche Teil nicht mehr als 25 % des Tümpelumfangs ausmacht.

Wenn in einem Betrieb mehr als zehn Tümpel vorhanden sind, holt die Zahlstelle eine Stellungnahme eines gemäß Artikel 5, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen benannten Sachverständigen ein. Der Sachverständige identifiziert die aufgrund ihrer ökologischen Bedeutung in Frage kommenden Tümpel.

Absatz 8. Feldränder erfüllen die folgenden kumulativen Bedingungen:

1° sie weisen eine Mindestbreite von sechs Metern auf;

2° sie werden mindestens bis zu dem Zeitpunkt aufrechterhalten, an dem die Bedeckung des angrenzenden Ackerlandes zerstört wird;

3° sie nicht auf landwirtschaftlichen Flächen angelegt sind, die in Artikel 2, Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Festlegung der Arten von Bewirtschaftungseinheiten, die innerhalb eines Natura-2000-Gebiets abgegrenzt werden können, sowie der besonderen Verbote und Präventivmaßnahmen, die dort gelten, als „extensiv genutzte Streifen“ (UG 4) bezeichnet werden.

Feldränder werden bis zu einer Breite von zwanzig Metern berücksichtigt.

Absatz 9. Die stehen gelassenen Getreideparzellen entsprechen den vom Minister festgelegten Merkmalen.“

Art. 15 - In demselben Erlass wird ein Artikel 68/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 68/1. Absatz 1. Der Landwirt muss die Anforderungen dieses Artikels in Bezug auf die bei der Anwendung von Artikel 67, Absatz 1 berücksichtigten nicht-produktiven Flächen und Elemente einhalten.

Absatz 2. Brachflächen und honigtragendes Brachland werden zu den vom Minister festgelegten Zeiten erhalten.

Absatz 3. In Bezug auf Tümpel ist Folgendes verboten:

1° das Mähen und Beweiden der Vegetation sowie die Kultivierung sind in einer Entfernung von weniger als einem Meter von einem Tümpel verboten;

2° jede Hinterlegung von Materialien oder Abfällen im Tümpel.

In Abweichung von Absatz , Ziffer kann ein Zugang zum Tümpel zum Tränken des Viehs eingerichtet werden, sofern der zu diesem Zweck zugängliche Teil nicht mehr als 25 % des Tümpelumfangs ausmacht.

Absatz 4. Brachflächen, honigtragendes Brachland, Böschungen, Gräben und Feldränder werden nicht für die landwirtschaftliche Produktion genutzt.

In Abweichung von Absatz 1 ist das Mulchen und Mähen von krautiger Vegetation sowie die Beweidung auf Brachflächen, honigtragendem Brachland und Feldrändern vom 15. Juli bis einschließlich 30. November gestattet.

Absatz 5. Bei Getreideparzellen, die stehen gelassen werden, verpflichtet sich der Landwirt auf der gesamten Parzelle, die vorhandene Kultur nicht zu ernten und sie bis zum letzten Tag des Monats Februar stehen zu lassen.

Absatz 6. Die Verwendung von Dünge- oder Bodenverbesserungsmitteln ist auf Feldrändern, Brachflächen, honigtragendem Brachland, Böschungen und Gräben verboten.

Absatz 7. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf Feldrändern, Brachflächen, honigtragendem Brachland, Böschungen und Gräben verboten.

Bei Getreideparzellen, die stehen gelassen werden, ist der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln während des vom Minister festgelegten Zeitraums verboten.

Art. 16 - In Artikel 70 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Für die Zwecke der Anwendung von Artikel 67, Absatz 1, Unterabsatz 2 werden Flächen mit stickstoffbindenden Kulturen durch die Aussaat von stickstoffbindenden Pflanzen oder einer Mischung aus stickstoffbindenden Pflanzen und anderen Kulturen angelegt. Im Fall einer Mischung aus stickstoffbindenden Pflanzen und anderen Kulturen entspricht das Gesamtgewicht des Saatguts der stickstoffbindenden Pflanzen und des Saatguts der anderen Kulturen mehr als 50 % bzw. weniger als 50 % des Gewichts, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird.“

Art. 17 - Im Artikel 71 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut „Feldrändern, Brachen, für Honigpflanzen genutzten Brachen, Böschungen, Gräben sowie auf“ wird aufgehoben;

2° dieser wird durch den Wortlaut „Unterabsatz 2“ ergänzt.

KAPITEL 2 — Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Grundeinkommensbeihilfe für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungsbeihilfe für eine nachhaltige Entwicklung und die ergänzende Einkommensbeihilfe für Junglandwirte

Art. 18 - In Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Grundeinkommensbeihilfe für Nachhaltigkeit, die Umverteilungsbeihilfe für eine nachhaltige Entwicklung und die ergänzende Einkommensbeihilfe für Junglandwirte wird der Satz „Der Minister kann beschließen, eine Einbehaltung der Übertragung von Ansprüchen auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe ohne Übertragung von Ländereien vorzunehmen und diese in die regionale Reserve zurückzuführen“ durch den Satz „Werden Ansprüche auf Einkommensbasiszahlungen ohne Land übertragen, kann der Minister beschließen, dass ein Teil der übertragenen Ansprüche in die regionale Reserve zurückgeführt wird“ ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 12, Absatz 3 desselben Erlasses wird das Wort „Sammelantrag“ durch den Wortlaut „Antrag auf Zugang zur Reserve“ ersetzt.

Art. 20 - In demselben Erlass wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 12/1. Für die Anwendung von Artikel 26, Absatz 4 der Vorschrift (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 erfüllt der Antragsteller die in Artikel 24, Unterabsatz 1, Ziffer 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Bedingungen für die Definition des Junglandwirts und die in Artikel 25, Unterabsatz 1, Ziffer 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Bedingungen für die Definition des Neulandwirts bis zum 31. Mai des Jahres, in dem der Antrag gestellt wird.“

In Abweichung von Absatz 1 gilt jede Erfahrung, die vom Niederlassungskomitee in Anwendung der Artikel 24, Unterabsatz 2, Ziffer 4, und 25, Unterabsatz 3, Ziffer 4, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bestätigt wird, für das Jahr, in dem er seine Stellungnahme abgibt.

Die in Artikel 24, Unterabsatz 1, Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 erwähnte Altersbedingung wird bei der Beantragung des Zugangs zur Reserve im Sammelantrag überprüft.“

Art. 21 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Ein Landwirt, der im Rahmen der vorangegangenen Programmplanung gemäß Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Regelung für direkte Zahlungen an Landwirte Zugang zur Reserve erhalten hat, kann im Rahmen der vorliegenden Programmplanung keinen Zugang zur regionalen Reserve erhalten.“

Absatz 2 gilt nicht für Junglandwirte, die sich vor kurzem zum ersten Mal als Leiter eines Betriebs im Sinne von Artikel 12 Absatz 3 niedergelassen haben.“

Art. 22 - Im Artikel 26 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird der Wortlaut „dem Jahr der Einreichung des Sammelantrags“ vom Wortlaut „dem ersten Jahr der Anspruchsberechtigung auf die Einkommensbeihilfe für Junglandwirte“ ersetzt;

2° Er wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für die Anwendung von Absatz 1 erfüllt der Antragsteller die in Artikel 24, Unterabsatz 1, Ziffer 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Bedingungen für die Definition von Junglandwirten bis zum 31. Mai des Jahres, in dem der Antrag gestellt wird.“

In Abweichung von Absatz 3 gilt jede Erfahrung, die vom Niederlassungskomitee in Anwendung der Artikel 24, Unterabsatz 2, Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bestätigt wird, für das Jahr, in dem er seine Stellungnahme abgibt.“

3° im derzeitigen Unterabsatz 3, der Unterabsatz 5 wird, wird der Wortlaut „dem Jahr der Einreichung des Sammelantrags“ vom Wortlaut „dem ersten Jahr der Anspruchsberechtigung auf die Einkommensbeihilfe für Junglandwirte“ ersetzt.“

KAPITEL 3 — Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen

Art. 23 -

Art. 24 - Im Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Die Beihilfe für die Öko-Regelung „umweltfreundlicher Ackerbau“ wird für die folgenden landwirtschaftlichen Flächen nicht gewährt:

1° Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen Nr. 5 „begraste Wendeflächen“, Nr. 7 „bepflanzte Ackerparzellen“ oder Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen“ gemäß dem Erlass vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind;

2° Flächen, die in Anwendung von Artikel 67, Absatz 1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 als nicht-produktive Zonen bezeichnet werden;

3° die Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Öko-Regelung „Ökologische Vernetzung“ sind“;

2° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Absatz 1, Ziffer 2 und 3 gilt nicht in Bezug auf Sträucher, einzelne Büsche und topografische Besonderheiten im Sinne von Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 7 und Ziffer 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.“

Art. 25 - Im Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Die Beihilfe für die Öko-Regelung „Verringerung der Einträge“ wird für die folgenden landwirtschaftlichen Flächen nicht gewährt:

1° Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahmen Nr. 5 „begraste Wendeflächen“, Nr. 7 „bepflanzte Ackerparzellen“ oder Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen“ gemäß dem Erlass vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind;

2° Flächen, die in Anwendung von Artikel 67, Absatz 1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 als nicht-produktive Zonen bezeichnet werden;

3° die Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Öko-Regelung „Ökologische Vernetzung“ sind;

4° landwirtschaftliche Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung zur Anwendung der Praktiken und Methoden des ökologischen Landbaus gemäß dem Erlass vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft sind.“

2° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Absatz 1, Ziffer 2 und 3 gilt nicht in Bezug auf Sträucher, einzelne Büsche und topografische Besonderheiten im Sinne von Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 7 und Ziffer 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.“

Art. 26 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 15. Die Beihilfe für die Öko-Regelung „Ökologische Vernetzung“ wird nicht für landwirtschaftliche Flächen gewährt, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahme Nr. 12 „Stehen gelassene Getreideparzellen“ gemäß dem Erlass vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind.“

KAPITEL 4 — Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023
über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft;

Art. 27 - Artikel 18, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Abweichend von Absatz 1 beträgt der Mindesttierbesatz für die Anwendung dieses Artikels für Betriebe, die nur Schafe oder Ziegen in ihrem durchschnittlichen Tierbesatz berücksichtigen, 0,4 GVE je Hektar Futterfläche.

Absatz 3 gilt nicht für übernehmende Landwirte, die während des Kalenderjahres, in dem die Beihilfe beantragt wird, einen Weidevertrag im Sinne von Artikel R. 211 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, abgeschlossen haben.

Für die Anwendung dieses Absatzes gilt als „übernehmender Landwirt“ der Landwirt, dessen eine oder mehrere Parzellen Futterflächen von den Tieren eines anderen Landwirts beweidet werden.“

KAPITEL 5 — Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023
über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Art. 28 - In Artikel 3, Unterabsatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden die Worte „in Unterabsatz 1, Ziffer 5“ durch die Worte „in Unterabsatz 1, Ziffer 8“ ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Unterabsatz 2 wird zwischen dem Wortlaut „kann um“ und dem Wortlaut „20 %“ der Wortlaut „weniger als“ eingefügt;

2° Der Artikel wird durch einen Unterabsatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Abweichung von Unterabsatz 1 kann im Rahmen einer Verpflichtung zur Durchführung der Maßnahme Nr. 5 „Begraste Wendeflächen“ die jährlich gemeldete Fläche um 40 % von der im Beihilfeantrag als Gegenstand der Verpflichtung bezeichneten Fläche abweichen, sofern die aus der Verpflichtung entlassenen Parzellen in Anwendung von Artikel 67 Absatz 1 des Erlasses vom 23. Februar 2023 zu nichtproduktiven Flächen erklärt werden.“

Art. 30 - In Artikel 10, Unterabsatz 2 desselben Erlasses wird das Wort „kann“ durch das Wort „muss“ ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 11, Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen den Unterabsätzen 1 und 2 ein wie folgt formulierter Absatz eingefügt:

„Unterabsatz 1 gilt nicht in Bezug auf landwirtschaftliche Flächen, die für die Maßnahmen Nr. 5 „begraste Wendeflächen“ oder Nr. 7 „bepflanzte Ackerparzellen“ oder Nr. 8 „bepflanzte Ackerstreifen“, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehen sind, am 31. Dezember des Jahres vor dem Antrag auf Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass verpflichtet wurden.“

Art. 32 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2, Unterabsatz 3 wird der Wortlaut „die Mitteilung der Übertragung des Betriebs oder der Parzellen“ durch den Wortlaut „ihre Mitteilung“ ersetzt;

2° in Absatz 3 wird zwischen dem Wort „Maßnahme“ und dem Wortlaut „Nr. 14“ der Wortlaut „Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen“, Nr. 10 „Agrarökologischer Aktionsplan“ oder“ eingefügt.

Art. 33 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, Absatz 2 wird zwischen dem Wort „außer“ und dem Wortlaut „Maßnahme Nr. 14“ der Wortlaut „Maßnahme Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen“ und“ eingefügt.

2° Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 34 - In Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wort „Umweltaktionsplan“ und dem Wortlaut „und Nr. 14“ der Wortlaut „Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen““ eingefügt.

Art. 35 - In Artikel 23, Unterabsatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wort „Umweltaktionsplan“ und dem Wortlaut „und Nr. 14“ der Wortlaut „Nr. 12 „stehen gelassene Getreideparzellen““ eingefügt.

Art. 36 - In demselben Erlass wird ein Artikel 29/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 29/1. Ab dem 1. Januar 2024 werden neue Verpflichtungen zur Durchführung der Maßnahme Nr. 12 „stehengelassene Getreideparzellen“ abgelehnt.

Vor dem in Absatz 1 genannten Zeitpunkt eingegangene Verpflichtungen werden nach Maßgabe dieses Erlasses und seiner Durchführungserlasse erfüllt.“

KAPITEL 6 — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen*

Art. 37 - Der Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und in der Erstverarbeitung und Vermarktung in der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen“

Art. 38 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 5 wird der Wortlaut „den in der Wallonischen Region geltenden Zulassungsbestimmungen“ durch den Wortlaut „den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung, Aufrechterhaltung und Aufhebung der Zulassung, die den Stellen für betriebswirtschaftliche Buchführung in der Landwirtschaft erteilt wird“ ersetzt;

Art. 39 - In Artikel 7, Unterabsatz 2 desselben Erlasses werden zwischen dem Wortlaut „zwei Anträge“ und dem Wortlaut „auf Investitionsbeihilfe“ der Wortlaut „pro Art“ eingefügt.

Art. 40 - In Artikel 10, Absatz 2, Unterabsatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wort „ersten“ und dem Wort „Belegs“ das Wort „zulässigen“ eingefügt.

Art. 41 - Im Artikel 11 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, Unterabsatz 1 wird Ziffer 9 aufgehoben;

2° in Absatz 1, Unterabsatz 4 wird der Wortlaut „Unterabsatz 1, Ziffer 4, 5 und 9“ durch den Wortlaut „Unterabsatz 1 Ziffer 4 und 5“ ersetzt.

3° es wird ein Absatz 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Absatz 1/1. Der Begünstigte der Beihilfe verpflichtet sich, zu beachten, dass ein und dasselbe Mitglied nicht unter dem Deckmantel mehrerer Landwirte oder mehrerer Unternehmen, darunter Verarbeitungs- und Vermarktungsunternehmen im Agrar- und Ernährungssektor oder in der Forstwirtschaft, eine Beihilfe für Investitionen beantragen und erhalten kann.“

Unterabsatz 1 ist nicht anwendbar, wenn der Antrag von einer CUMA oder einem SCTC gestellt wird.“

Art. 42 - Artikel 13 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Der Minister legt fest, welche Arten von Dokumenten akzeptiert werden, um die Anteile im Sinne der Absätze 3, 4 und 5 an der Geschäftstätigkeit des Partners zu bestimmen.

Art. 43 - Im Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Unterabsatz 2 wird der Wortlaut „Unterabsatz 1, Ziffer 3“ durch den Wortlaut „Unterabsatz 1, Ziffer 4“ ersetzt.

2° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Minister legt fest, welche Arten von Dokumenten akzeptiert werden, um die Anteile im Sinne der Absätze 3 und 4 an der Geschäftstätigkeit des Partners zu bestimmen.“

Art. 44 - Im Artikel 17 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Unterabsatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „Der Begünstigte legt die vom Minister festgelegten erforderlichen Unterlagen vor, damit die Investition als zulässig betrachtet werden kann“;

2° Unterabsatz 3 wird aufgehoben.

Art. 45 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel 6 durch folgende Überschrift ersetzt:

„KAPITEL 6. Investitionsbeihilfen im Bereich der Verarbeitung oder Vermarktung von Agrarerzeugnissen zu landwirtschaftlichen und nicht-landwirtschaftlichen Erzeugnissen sowie zur nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung“

Art. 46 - Im Artikel 23 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut „im Bereich der Erstverarbeitung oder Vermarktung von Agrarerzeugnissen und der nicht-landwirtschaftlichen Diversifizierung“ durch den Wortlaut „im Bereich der Verarbeitung oder Vermarktung von Agrarerzeugnissen zu landwirtschaftlichen und nicht-landwirtschaftlichen Erzeugnissen sowie zur nicht-landwirtschaftlichen Diversifizierung“ ersetzt;

2. Absatz wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Minister legt fest, welche Arten von Dokumenten akzeptiert werden, um die Anteile im Sinne der Absätze 2, 3 und 4 an der Geschäftstätigkeit des Partners zu bestimmen.“

3° in Absatz 2 wird das Wort „Erstverarbeitung“ durch das Wort „Verarbeitung“ ersetzt.

Art. 47 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel 7 durch folgende Überschrift ersetzt:

„Kapitel 7. Niederlassungsbeihilfe für Junglandwirte“

Art. 48 - In Artikel 26, Unterabsatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut „und ländliche Unternehmensgründungen“ gestrichen.

Art. 49 - In Artikel 31, Unterabsatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut „des Zahlungsantrags“ durch den Wortlaut „eines Zahlungsantrags, wie in Artikel 10 vorgesehen“ ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 36 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Unterabsatz 1 wird zwischen dem Wortlaut „und Niederlassungsbeihilfen“ und dem Wortlaut „beantragt hat“ der Wortlaut „für einen Zeitraum von mindestens fünf Jahren ab dem Datum der ersten Zahlung der Beihilfe“ eingefügt;

2° Der Artikel wird durch einen Unterabsatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Unterabsatz 1 gilt nicht für Begünstigte von Beihilfen, die im Rahmen des Wiederaufbauprogramms der Wallonie erhalten wurden, sowie von Unternehmensinkubatoren, die gemäß dem Dekret vom 21. Dezember 2022 über die Zulassung und Subventionierung von Begleitstrukturen für die Selbstschaffung von Arbeitsplätzen anerkannt sind.“

KAPITEL 7 — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2023 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüsesektor sowie über die operationellen Programme*

KAPITEL 8 — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe*

Art. 51 - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe wird Unterabsatz 1 durch die Worte „und die ihre Ernte nach dem 15. Juni vornehmen“ ergänzt.

KAPITEL 9 — *Schlussbestimmungen*

Art. 52 - Dieser Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Art. 53 - Der für Landwirtschaft zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 11. Januar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/003550]

10 JANUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten inzake landbouwsteun

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantie-fonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen 4, D.17, § 3, lid 2, D.31, D.40, D.61, D.195, D.196, D.241 tot en met D.243, D.245 tot en met D.248, D.249, lid 1 en lid 2, D.250, D.251 en D.263, §§ 1 en 2 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de eco-regelingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's;

Gelet op het rapport van 4 oktober 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2023;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 16 november 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 21 december 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.181/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 22 december 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit*

Artikel 1. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in lid 1, 5°:

a) worden de woorden "van inheemse soorten" ingevoegd tussen het woord "bomen" en de woorden "met de volgende kenmerken";

b) wordt er een e) ingevoegd, luidend als volgt:

"e) de omtrek van hun stam, gemeten op anderhalve meter hoogte, bedraagt ten minste veertig centimeter. ";

2° in lid 1, 7°, worden de woorden "op meer dan vijf meter van andere bomen, struiken of heesters staan" vervangen door de woorden "waarvan de kroon op meer dan vijf meter van andere bomen, struiken of heesters staat";

3° in lid 1, 17°, wordt het woord "meerjarige" opgeheven;

4° in lid 1, 24°, b), worden de woorden "wat betreft heggen en ten minste vijf meter lang wat betreft bomen in rij," ingevoegd tussen de woorden "tien meter lang" en de woorden ", met inbegrip van";

5° in lid 5, 26°, van de Franse versie, wordt het woord "le" ingevoegd tussen het woord "entre" en de woorden "1^{er} novembre";

6° in lid 1, 43°, worden de woorden ", de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk " ingevoegd tussen de woorden "de Natura 2000-locaties" en de woorden "en van de sites met een hoge biologische waarde";

7° lid 4 wordt aangevuld met de volgende zin:

"In afwijking van lid 1, 26°, mag de oppervlakte van een vijver minder dan vijftwintig vierkante meter bedragen in geval van grote droogte. ".

Art. 2. In artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 6° en een punt 7° luidend als volgt:

"6° beboste oppervlaktes;

7° oppervlakken van stilstaande wateren. ";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor de toepassing van lid 1, 1°, wordt verstaan onder "beboste oppervlakten", de gebieden die bestaan uit bomen of struiken die op korte afstand van elkaar zijn geplant zodat ze een dicht struikgewas vormen. ".

Art. 3. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Lid 1 is niet van toepassing op de volgende oppervlakten:

1° blijvend grasland dat bestaat uit oppervlakten die geschikt zijn voor begrazing en die vallen onder de gangbare plaatselijke praktijken, waar de kruidachtige deklaag niet overheerst, in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 35°;

2° blijvende teelten;

3° populierenbossen. ".

Art. 4. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 2°, worden de woorden "een getuigschrift van nascholing type B" vervangen door de woorden "een getuigschrift van nascholing verkregen na het beëindigen van cursussen in landbouwbeheer en -economie";

2° in lid 2 wordt het woord ", 2°" ingevoegd tussen de woorden "het eerste lid" en de woorden "bepaalt de Minister";

3° het wordt aangevuld met volgend lid: "De Minister bepaalt de datum waarop een landbouwer die steun aanvraagt, moet voldoen aan de definitie van een actieve landbouwer".

Art. 5. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

"3° de soorten documenten die aanvaard worden om de aandelen, de verdeling van de gebruiksrechten en de inbreng in het bedrijf van partner vast te stellen. ".

Art. 6. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 28. § 1. Wanneer een besluit inzake een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid voorziet in de berekening van een veebezetting, wordt deze bepaald overeenkomstig dit artikel.

§ 2. De gemiddelde veebezetting wordt beoordeeld op bedrijfsniveau voor een bepaald kalenderjaar, op basis van het aantal dieren in verhouding tot de totale oppervlakte voederarealen van het bedrijf.

De gemiddelde veebezetting wordt bepaald door de coëfficiënten van artikel 29 toe te passen op de desbetreffende dieren.

§ 3. De gemiddelde veebezetting wordt bepaald op basis van de volgende gegevens:

1° wat runderen betreft, het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit "Sanitel";

2° wat paardachtigen betreft, het aantal dieren aangegeven door de landbouwer in zijn verzamelaanvraagformulier voor het betrokken jaar;

3° wat geiten, schapen, hertachtigen en kameelachtigen betreft, de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen, geiten, hertachtigen en kameelachtigen.

Voor de berekening van de veebezetting worden alleen dieren in aanmerking genomen die aan de volgende cumulatieve kenmerken voldoen:

1° zij maken deel uit van de veestapel van het bedrijf van de landbouwer die de steunaanvraag heeft ingediend en, wat paarden betreft, worden zij door de landbouwer aangegeven in zijn verzamelaanvraag voor het betrokken jaar;

2° zij bevinden zich in de productie-eenheid of -eenheden die door de landbouwer in België wordt beheerd en waarop de steunaanvraag betrekking heeft.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder "voederarealen" verstaan, de voederarealen vastgesteld overeenkomstig artikel 18, § 1 lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw.

Voor de berekening van de veebezetting worden alleen percelen voedergewassen in aanmerking genomen die gelegen zijn op het grondgebied van België, Duitsland, Frankrijk, Luxemburg en Nederland.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel en onverminderd de specifieke bepalingen betreffende een steunmaatregel in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, wordt, in het geval van een beweidingscontract in de zin van artikel R. 211 van boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, de oppervlakte van de percelen voederareaal van de landbouwer-overnemer waarop dieren van de aan het bedrijf van de overdragende landbouwer verbonden veestapel grazen, opgenomen in het totale voederareaal van de overdragende landbouwer en afgetrokken van het totale voederareaal van de landbouwer-overnemer.

Het voederareaal dat opgenomen is in het totale voederareaal van de overdragende landbouwer en dat op grond van lid 1 afgetrokken is van het totale voederareaal van de landbouwer-overnemer, wordt verminderd naar rato van de duur van de beweiding tijdens het betrokken kalenderjaar zoals vermeld in het beweidingscontract voor het betrokken kalenderjaar overeenkomstig artikel R. 211, § 3, tweede lid, 2°, van boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt verstaan onder:

1° de overdragende landbouwer: de landbouwer wiens dieren één of meerdere percelen voederareaal begrazen die toebehoren aan de landbouwer-overnemer;

2° de landbouwer-overnemer: de landbouwer wiens één of meerdere percelen voederareaal begrast worden door de dieren van de overdragende landbouwer. "

Art. 7. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "of op de gebruikelijke dichtheden van hun inzaai in zuivere teelt";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en van gebruikelijke dichtheden van hun inzaai in zuivere teelt".

Art. 8. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden "met uitzondering van die welke in het kader van de conditionaliteit worden uitgevoerd. "

Art. 9. In Deel 3, titel 2, hoofdstuk 1, afdeling 3, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 1 vervangen als volgt:

"Minimaal grondbeheer op basis van de specifieke omstandigheden ter plaatse om de erosie te beperken (GLMC 5)".

Art. 10. De artikelen 55, 56 en 57 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 54. § 1. Voor de toepassing van deze onderafdeling wordt een perceel geacht een erosierisico te lopen als het perceel een gebied van meer dan 50 % van zijn oppervlakte of een aaneengesloten gebied van meer dan vijftig are omvat, met een helling van 10 % of meer.

Het betaalorgaan kent een informatiecode toe aan elk perceel met erosierisico. De informatiecode wordt op het formulier van de verzamelaanvraag naar de landbouwers gestuurd.

§ 2. De Minister stelt de lijst vast van in aanmerking komende hakvruchten of soortgelijke planten voor de toepassing van deze onderafdeling.

Art. 55. § 1. De teelt van hakvruchten of soortgelijke planten is verboden op percelen met een erosierisico, behalve in de in de paragrafen 2 en 3 bedoelde gevallen.

§ 2. De teelt van hakvruchten of soortgelijke planten is toegestaan op een perceel met erosierisico als de landbouwer een erosiebestrijdingsstrook installeert die voldoet aan de door de Minister vastgestelde eisen.

§ 3. De teelt van hakvruchten of soortgelijke planten is toegestaan op een perceel met erosierisico als het perceel grenst aan een van de volgende gebieden, in het verlengde van het hellende gedeelte:

- 1° een kruidachtige oppervlakte of bebost gebied van ten minste negen meter breed;
- 2° een erosiebestrijdingsstrook die voldoet aan de in lid 2 bedoelde eisen.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, wordt de erosiebestrijdingsstrook uiterlijk op 30 november van het voorgaande jaar beplant.

Art. 56. Vanaf 1 januari 2025 voert de landbouwer de volgende bewerkingen uit op percelen met een gebied van meer dan 50% van hun oppervlakte of een enkel gebied van meer dan vijftig are met een helling van 15% of meer:

- 1° de ophopingen scheiden in het geval van aardappelteelt;
- 2° het loodrecht ploegen op de helling op percelen met een breedte van meer dan 140 meter. ”.

Art. 11. De artikelen 57 tot 60 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 12. In artikel 61 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 3 wordt aangevuld met de volgende zin:

”In het geval van meteorologische beperkingen die de inzaai verstoren en die in een wetenschappelijk rapport worden beschreven, kan de Minister kale grond toestaan gedurende een periode van maximaal vier weken. ”;

2° in lid 5 worden de woorden ”De voorschriften van lid 1 zijn niet van toepassing” vervangen door de woorden ”Het voorschrift van lid 1 is van toepassing”;

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

”Het bepaalde in lid 1 geldt niet voor bouwland dat wordt gebruikt voor gediversifieerde tuinbouw op kleine oppervlakten in de zin van artikel 1^{er}, § 1^{er}, 5°, van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun aan de biologische landbouw, voor zover de landbouwer tijdens de in lid 1 bedoelde periode voor een bodembedekking zorgt van ten minste 50% van de oppervlakte. ”.

Art. 13. In hetzelfde besluit worden in artikel 62, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt de zin ”De landbouwer zorgt van 15 september tot en met 31 december voor een vegetatiebedekking op percelen bouwland met een hoge, zeer hoge of extreme erosiegevoeligheid. ” vervangen door de zin ”Van 15 september tot en met 31 december zorgt de landbouwer voor een vegetatiebedekking op delen van percelen bouwland met een helling van 10% of meer”;

2° de leden 4 en 5 worden opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

”§ 2. Het bepaalde in paragraaf 1, lid 1, geldt niet voor de volgende oppervlakken:

1° percelen die in de herfst zijn ingezaaid met een wintergewas om in het volgende seizoen te worden geoogst of begraasd;

2° braakgelegde of met meerjarige gewassen, gras of andere kruidachtige voedergewassen bedekte percelen, op voorwaarde dat de bedekking gedurende de in het eerste lid bedoelde periode wordt gehandhaafd;

3° percelen met hakvruchten waarop de landbouwer een erosiebestrijdingsstrook aanlegt die voldoet aan de eisen bedoeld in artikel 55, § 2;

4° percelen met hakvruchten of soortgelijke planten waarop de landbouwer een erosiebestrijdingsstrook aanlegt die voldoet aan de eisen bedoeld in artikel 55, § 2;

5° percelen met hakvruchten of soortgelijke planten onderaan een helling die grenst aan een kruidachtige oppervlakte of een bebost gebied van minstens negen meter breed.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, wordt de erosiebestrijdingsstrook uiterlijk op 30 november van het voorgaande jaar beplant.

De Minister stelt de lijst vast van in aanmerking komende hakvruchten of soortgelijke planten voor de toepassing van deze paragraaf. ”.

Art. 14. Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

”Art. 68. § 1. Voor de toepassing van artikel 67, § 1, worden de volgende niet-productieve gebieden en elementen in aanmerking genomen:

1° geïsoleerde struiken en heesters;

2° de weideranden ;

3° braakland;

4° braakland met drachtplanten;

5° de topografische bijzonderheden;

6° landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor agromilieu- en klimaatmaatregelen nr. 5 ”met gras bezaaide perceelsranden ” of nr. 7 ”ingerichte percelen” is aangegaan, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 3° en 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

7° de percelen met nog staande graangewassen;

In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, 35°, blijft bouwland dat langer dan vijf jaar is braakgelegd, braakgelegd voor areaal met drachtplanten of braakgelegd aan de rand van een veld, bouwland.

Een landbouwer die een verbintenis heeft aangegaan voor de agromilieu- en klimaatmaatregel nr. 12 "Percelen met nog staande graangewassen" overeenkomstig artikel 3, § 1^{er}, 7^o, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, kan de in lid 1, 7^o, bedoelde oppervlakten niet aangeven voor de toepassing van artikel 67, § 1.

§ 2. Om in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1, moeten niet-productieve gebieden en elementen voldoen aan de kenmerken die in dit artikel zijn opgenomen.

§ 3. Niet-productieve gebieden en elementen bevinden zich op het bouwland van het bedrijf.

§ 4. Met betrekking tot braakblijvende arealen met drachtplanten bepaalt de Minister :

1° hun zaaiperiode;

2° de lijst van soorten die rijk zijn aan stuifmeel en nectar en die gebruikt moeten worden voor hun aanleg.

De Minister kan aanvullende eisen vaststellen voor de aanleg van braakliggend areaal met drachtplanten.

Percelen bouwland die in de vijf jaar voorafgaand aan de aangifte via de verzamelaanvraag zijn omgezet in braakblijvende arealen en braakblijvende arealen met drachtplanten, worden voor de toepassing van artikel 67, § 1, niet in aanmerking genomen. Het betaalorgaan kent een informatiecode toe aan elk betrokken perceel. De informatiecode wordt op het formulier van de verzamelaanvraag naar de landbouwers gestuurd.

§ 5. De taluds moeten minstens tien meter lang zijn.

§ 6. In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, 4°, 5°, 7°, 11° en 24°, kunnen alleenstaande bomen, dichtstbijzijnde bomen, alleenstaande struiken en heesters, bosjes, heggen en bomen in rij vanaf het eerste jaar van hun aanplanting in aanmerking worden genomen.

§ 7. Poelen moeten aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° zij hebben een oppervlakte van één tot dertig are;

2° ze liggen minstens zes meter uit elkaar.

Een begroeide strook die grenst aan de waterpoel kan worden meegerekend bij de berekening van de oppervlakte van de waterpoel. Onverminderd de vereisten bepaald in artikel 68/1, § 3, eerste lid, 1°, moet de begroeide strook aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° de strook mag beplant worden met bomen;

2° maaien en begrazen van de vegetatie in de strook is verboden;

3° ploegen van de strook is verboden;

4° de strook wordt in aanmerking genomen binnen de limiet bepaald in lid 1, 1°.

In afwijking van lid 2, 2° mag de waterpoel toegankelijk zijn voor het drenken van vee, op voorwaarde dat het voor dit doel toegankelijke gedeelte niet groter is dan 25% van de omtrek van de waterpoel.

Wanneer op een landbouwbedrijf meer dan tien poelen aanwezig zijn, vraagt het betaalorgaan een advies aan een deskundige die is aangewezen overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen. De deskundige bepaalt welke poelen op grond van hun milieubelang in aanmerking kunnen worden genomen¹.

§ 8. Akkerranden voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° ze zijn minstens zes meter breed;

2° zij worden ten minste gehandhaafd tot de datum van vernietiging van het aangrenzende bouwland;

3° ze niet gelegen zijn in landbouwarealen aangewezen als "extensieve stroken" (UG 4) bij artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

Er wordt rekening gehouden met akkerranden tot een maximale breedte van twintig meter.

§ 9. De percelen met nog staande graangewassen voldoen aan de door de Minister vastgestelde kenmerken. "

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 68/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 68/1. § 1. De landbouwer voldoet aan de in dit artikel vastgestelde eisen met betrekking tot de niet-productieve gebieden en elementen die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1.

§ 2. De braakblijvende arealen en de braakblijvende arealen met drachtplanten worden gehandhaafd op door de Minister vastgestelde tijdstippen.

§ 3. In het geval van waterpoelen is het volgende verboden:

1° het maaien en begrazen van vegetatie en het verbouwen van gewassen op een afstand van minder dan één meter van een waterpoel;

2° elke storting van materiaal of afval in de waterpoel.

In afwijking van lid 1, 1°, mag de waterpoel toegankelijk zijn voor het drenken van vee, op voorwaarde dat het voor dit doel toegankelijke gedeelte niet groter is dan 25% van de omtrek van de waterpoel.

§ 4. Braakland, braakland met drachtplanten, taluds, sloten en akkerranden worden niet gebruikt voor landbouwproductie.

In afwijking van lid 1 is het versnipperen en maaien van kruidachtige vegetatie en het begrazen van braakland, braakland met drachtplanten akkerranden toegestaan van 15 juli tot en met 30 november.

§ 5. In het geval van percelen met nog staande graangewassen die blijven staan, verbindt de landbouwer zich ertoe het gewas op het hele perceel niet te oogsten en het te laten staan tot de laatste dag van februari.

§ 6. Het gebruik van meststoffen of bodemverbeteraars is verboden op akkerranden, braakland, braakland met drachtplanten, taluds en sloten.

§ 7. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op akkerranden, braakland, braakland met drachtplanten, taluds en sloten.

Voor percelen met nog staande graangewassen, is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden gedurende de door de Minister bepaalde periode.

Art. 16. In artikel 70 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Voor de toepassing van artikel 67, § 1, tweede lid, worden arealen met stikstofbindende gewassen aangelegd door het inzaaien van stikstofbindende planten of een mengsel van stikstofbindende planten en andere gewassen. In het geval van een mengsel van stikstofbindende planten en andere gewassen is het totale gewicht van het zaad van stikstofbindende planten en andere gewassen respectievelijk meer dan 50% en minder dan 50% van het gewicht dat normaal wordt gebruikt voor de inzaai ervan in zuivere teelt.”

Art. 17. In artikel 71 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “akkerranden, braakblijvende arealen, braakblijvende arealen met drachtplanten, taluds, sloten,” worden opgeheven;

2° het wordt aangevuld met de woorden “, tweede lid.”

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers

Art. 18. In artikel 11 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzame ontwikkeling, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzame ontwikkeling en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers wordt de zin “De Minister kan beslissen om een voorafname te verrichten op de overdrachten van betalingsrechten voor de basisinkomenssteun zonder gronden en ze in de gewestelijke reserve terug te storten” vervangen door de zin “Wanneer betalingsrechten voor de basisinkomenssteun worden overgedragen zonder gronden, kan de Minister besluiten dat een deel van de overgedragen toeslagrechten wordt teruggestort in de gewestelijke reserve.”

Art. 19. In artikel 12, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord “verzamelaanvraag” vervangen door de woorden “aanvraag voor de toegang tot de reserve”.

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 12/1. Voor de toepassing van artikel 26, § 4, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021, voldoet de aanvrager aan de voorwaarden bepaald in artikel 24, § 1^{er}, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, voor de definitie van jonge landbouwer en aan de voorwaarden, vermeld in artikel 25, § 1, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, voor de definitie van nieuwe landbouwer, en dit uiterlijk op 31 mei van het jaar van de aanvraag.

In afwijking van lid 1 is elke ervaring gevalideerd door het Vestigingscomité overeenkomstig de artikelen 24, lid 2, 4°, en 25, lid 3, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 geldig voor het jaar waarin het zijn advies uitbrengt.

De leeftijdsvoorwaarde bedoeld in artikel 24, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt tijdens de aanvraag voor toegang tot de reserve in de verzamelaanvraag nagegaan.”

Art. 21. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Een landbouwer die in het kader van de vorige programmering toegang heeft gekregen tot de reserve overeenkomstig artikel 34 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, kan in het kader van de huidige programmering geen toegang krijgen tot de gewestelijke reserve.

Lid 2 is niet van toepassing op jonge landbouwers die zich onlangs voor het eerst aan het hoofd van een landbouwbedrijf in de zin van artikel 12, lid 3, hebben gevestigd.”

Art. 22. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden “het eerste jaar van indiening van de verzamelaanvraag” vervangen door de woorden “het eerste jaar waarin jonge landbouwers in aanmerking komen voor de aanvullende inkomenssteun”;

2° het wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Voor de toepassing van lid 1 voldoet de aanvrager op 31 mei van het jaar van de aanvraag aan de voorwaarden bepaald in artikel 24, lid 1, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, voor de definitie van jonge landbouwer.

In afwijking van lid 3 is elke ervaring gevalideerd door het Vestigingscomité overeenkomstig artikel 24, lid 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 geldig voor het jaar waarin het zijn advies uitbrengt.”;

3° in het huidige derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden “jaar van indiening van de verzamelaanvraag.” vervangen door “jaar waarin jonge landbouwers in aanmerking komen voor de aanvullende inkomenssteun.”

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffend de steun voor de ecoregelingen*

Art. 23. In artikel 6, lid 1, van de Franse versie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor de ecoregelingen worden de woorden "prenant court" vervangen door de woorden "prenant cours".

Art. 24. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt

De steun voor de ecoregeling "milieuvriendelijke teelten" wordt niet verleend voor volgende landbouwgebieden:

1° de landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor agromilieu- en klimaatmaatregelen nr. 5 "grasland", nr. 7 "ingerichte percelen" of nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" geldt, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen.

2° de arealen die zijn aangewezen als niet-productieve gebieden overeenkomstig artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

3° de arealen waarvoor een verbintenis voor de ecoregeling "ecologische vermazing" geldt. ";

2° het wordt aangevuld met volgend lid:

"Lid 1, 2° en 3°, is niet van toepassing op geïsoleerde struiken en heesters en topografische bijzonderheden in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 7° en 32°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 25. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt

De steun voor de ecoregeling "vermindering van productiemiddelen" wordt niet verleend voor volgende landbouwgebieden:

1° de landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor agromilieu- en klimaatmaatregelen nr. 5 "grasland", nr. 7 "ingerichte percelen" of nr. 12 "percelen met blijvend graan" geldt, overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

2° de arealen die zijn aangewezen als niet-productieve gebieden overeenkomstig artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

3° de arealen waarvoor een verbintenis voor de ecoregeling "ecologische vermazing" geldt;

4° de landbouwarealen waarvoor een verbintenis geldt om biologische landbouwpraktijken en -methoden toe te passen, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw ";

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Lid 1, 2° en 3°, is niet van toepassing op geïsoleerde struiken en heesters en topografische bijzonderheden in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 7° en 32°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 26. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 15. De steun voor de eco-regeling "ecologische vermazing" wordt niet verleend voor landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor agromilieu- en klimaatmaatregel nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" geldt, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen. "

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw*

Art. 27. In artikel 6, lid 1, van de Franse versie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw worden de woorden "prenant court" vervangen door de woorden "prenant cours".

Art. 28. Artikel 18, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1 is voor bedrijven die alleen runderen of geitachtigen tot hun gemiddelde veebezetting rekenen, de minimale veebezetting voor de toepassing van dit artikel 0,4 GVE per hectare voederareaal.

Lid 3 is niet van toepassing op een landbouwer-overnemer die gedurende het kalenderjaar van de steunaanvraag een beweidingscontract in de zin van artikel R. 211 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, aangaat.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "landbouwer-overnemer" verstaan een landbouwer wiens een of meerdere percelen voederareaal door dieren van een andere landbouwer worden begraaasd. "

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen*

Art. 29. In artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen worden de woorden "in het eerste lid, 5°," vervangen door de woorden "in het eerste lid, 8°,".

Art. 30. In artikel 7, zesde lid, van de Franse versie, van hetzelfde besluit worden de woorden "prenant court" vervangen door de woorden "prenant cours".

Art. 31. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden "minder dan" ingevoegd tussen de woorden "de jaarlijks aangegeven oppervlakte" en de woorden "20% afwijken van";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"In afwijking van lid 1 en in het kader van een verbintenis tot uitvoering van maatregel nr. 5 "met gras bezaaide perceelsranden", mag de jaarlijks aangegeven oppervlakte 40% afwijken van de in de steunaanvraag aangegeven oppervlakte waarvoor de verbintenis geldt, op voorwaarde dat de percelen die van de verbintenis worden vrijgesteld, aangegeven worden als niet-productieve gebieden in toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van 23 februari 2023. "

Art. 32. In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "mag" vervangen door het woord "moet".

Art. 33. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

"Lid 1 is niet van toepassing op landbouwarealen waarvoor de maatregelen nr. 5 "met gras bezaaide perceelsranden" en nr. 7 "ingerichte percelen" of nr. 8 "ingerichte perceelstroken" bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun worden toegepast op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan de steunaanvraag die in het kader van dit besluit wordt ingediend."

Art. 34. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, derde lid, worden de woorden "van de kennisgeving van de overdracht van het bedrijf of de percelen" vervangen door de woorden "van de kennisgeving ervan";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen""", nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw" of" ingevoegd tussen het woord "maatregel" en het woord "14".

Art. 35. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "maatregel nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" en" ingevoegd tussen de woorden "Met uitzondering van" en de woorden "maatregel nr. 14 "bodems""";

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 36. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" ingevoegd tussen de woorden "voor de maatregelen nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw"" en de woorden "en nr. 14 "bodems""".

Art. 37. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" ingevoegd tussen de woorden "voor de maatregelen nr. 10 "actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw"" en de woorden "en nr. 14 "bodems""".

Art. 38. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 29/1. Vanaf 1 januari 2024 worden nieuwe verbintenissen voor de uitvoering van maatregel nr. 12 percelen met nog staande graangewassen" geweigerd.

Verbintenissen die zijn aangegaan vóór de in lid 1 bedoelde datum worden nagekomen overeenkomstig de in dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan vastgestelde voorwaarden. "

HOOFDSTUK 6. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vestigingssteun en de investeringssteun in de sectoren landbouw, aquacultuur en de tuinbouw en voor coöperaties en andere ondernemingen die actief zijn op het gebied van de primaire verwerking en de afzet in de agrovoedingssector en de bosbouw

Art. 39. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vestigingssteun en de investeringssteun in de sectoren landbouw, aquacultuur en de tuinbouw en voor coöperaties en andere ondernemingen die actief zijn op het gebied van de primaire verwerking en de afzet in de agrovoedingssector en de bosbouw wordt vervangen als volgt:

"Besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vestigingssteun en de investeringssteun in de sectoren landbouw en tuinbouw, alsmede de coöperaties en andere ondernemingen die actief zijn op het gebied van de verwerking en de afzet in de agrovoedingssector en op het gebied van de primaire verwerking en de afzet in de bosbouwsector".

Art. 40. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vestigingssteun en de investeringssteun in de sectoren landbouw, aquacultuur en de tuinbouw en voor coöperaties en andere ondernemingen die actief zijn op het gebied van de primaire verwerking en de afzet in de agrovoedingssector en de bosbouw worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 5° worden de woorden "de erkenningsbepalingen die in het Waalse Gewest van kracht zijn" vervangen door de woorden "de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en de intrekking van de erkenning van de centra voor landbouwbedrijfsboekhouding";

b) in punt 11° van de Franse versie worden de woorden "soit à comme indépendant" vervangen door de woorden "soit comme indépendant";

c) in punt 15° van de Franse versie wordt het woord "visé" vervangen door het woord "visée".

Art. 41. In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "twee aanvragen voor investeringssteun" vervangen door de woorden "twee aanvragen per type investeringssteun".

Art. 42. In artikel 10, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in aanmerking komende" ingevoegd tussen de woorden "de datum van afgifte van het" en de woorden "eerste bewijsstuk".

Art. 43. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 9° opgeheven;

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "Het eerste lid, 4°, 5° en 9° is" vervangen door de woorden "Het eerste lid, 4° en 5°, is";

3° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. De begunstigde van de steun verbindt zich ertoe te garanderen dat eenzelfde lid geen investeringssteun kan aanvragen en ontvangen onder de dekmantel van meerdere landbouwers of meerdere ondernemingen, inclusief ondernemingen voor de verwerking en afzet in de agrovoedings- of bosbouwsector.

Lid 1 is niet van toepassing wanneer de aanvraag wordt ingediend door een GVL of een CVAV. "

Art. 44. Artikel 13 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Minister bepaalt welke soorten documenten worden aanvaard voor de vaststelling van de aandelen, in de zin van het derde, vierde en vijfde lid, in het bedrijf van de partner. "

Art. 45. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden "Het eerste lid, 3°," vervangen door de woorden "Het eerste lid, 4°,".

2° het wordt aangevuld met volgend lid:

"De Minister bepaalt welke soorten documenten worden aanvaard voor de vaststelling van de aandelen, in de zin van het derde, vierde en vijfde lid, in het bedrijf van de partner. "

Art. 46. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt : "De begunstigde verstrekt de nodige documenten, zoals bepaald door de Minister, opdat de investering als subsidiabel kan worden beschouwd;

2° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 47. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk 6 vervangen door wat volgt:

"Hoofdstuk 6. Steun voor investeringen in de verwerking of afzet van landbouwproducten tot landbouwproducten en niet-landbouwproducten en voor niet-agrarische diversificatie".

Art. 48. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "in de primaire verwerking of afzet van landbouwproducten en in niet-agrarische diversificatie" vervangen door de woorden "in de verwerking of afzet van landbouwproducten tot landbouwproducten en in de niet-agrarische diversificatie";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Minister bepaalt welke soorten documenten worden aanvaard voor de vaststelling van de aandelen, in de zin van het derde, vierde en vijfde lid, in het bedrijf van de partner. "

3° in § 2 wordt het woord "eerste" opgeheven.

Art. 49. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk 7 vervangen door wat volgt:

"Hoofdstuk 7. Steun voor de vestiging van jonge landbouwers

Art. 50. In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de haard- of de standplaatstoelage," opgeheven.

Art. 51. In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van het betalingsverzoek" vervangen door de woorden "van een verzoek tot betaling zoals bedoeld in artikel 10".

Art. 52. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met volgende woorden: "gedurende een periode van minimaal vijf jaar vanaf de datum van de eerste steunbetaling. ";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid : "Lid 1 is niet van toepassing op de begunstigden van steun verkregen in het kader van het Waals herstelplan en van de "couveuses d'entreprise" die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 21 december 2022 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling). "

HOOFDSTUK 7. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's

Art. 53. In artikel 33, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de groente- en fruitsector alsook betreffende operationele programma's wordt het woord "arrest" vervangen door het woord "besluit".

HOOFDSTUK 8. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen

Art. 54. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en die ze na 15 juni oogsten".

HOOFDSTUK 9. — Slotbepalingen.

Art. 55. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 56. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS